



HAL
open science

Entretiens dans la cité. Ou comment la parole se politise

Sophie Duchesne, Florence Haegel

► **To cite this version:**

Sophie Duchesne, Florence Haegel. Entretiens dans la cité. Ou comment la parole se politise. *EspacesTempsLes Cahiers*, 2001, 76 (76-77), pp.95-109. hal-01016953v2

HAL Id: hal-01016953

<https://sciencespo.hal.science/hal-01016953v2>

Submitted on 22 Jul 2014 (v2), last revised 26 Jun 2017 (v3)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise

In: Espaces Temps, 76-77, 2001. Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain. pp. 95-109.

Résumé

L'objectif de cet article est d'élaborer une grille de repérage du processus de politisation en référence non pas à la scène politique institutionnelle, mais à la montée en généralité et à la prise de position dans un clivage qui préside à l'expression d'une opinion politique. L'application de cette grille aux entretiens effectués dans une cité de banlieue permet de mettre en lumière la relative autonomie de la politisation par rapport à la connaissance spécialisée, les diverses ressources mobilisées à cet effet par les acteurs sociaux et la variété des combinaisons idéologiques.

Abstract

The aim of this paper is to draw up an analytical grid to spot the politicising process, understood not in reference to the political institutional arena, but in terms of generalisation of the speech and of taking a stand on a split which is the basis of the expression of political opinions. The test on interviews realised in a suburban housing estate shows the relative independence of politicisation from specialized knowledge, the various ressources mobilised by social actors and ideological combinations.

Citer ce document / Cite this document :

Duchesne Sophie, Haegel Florence. Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise. In: Espaces Temps, 76-77, 2001. Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain. pp. 95-109.

doi : 10.3406/espat.2001.4168

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espat_0339-3267_2001_num_76_1_4168

Sophie Duchesne, Florence Haegel

Entretiens dans la cité,
ou comment la parole se politise.

L'objectif de cet article est d'élaborer une grille de repérage du processus de politisation en référence non pas à la scène politique institutionnelle, mais à la montée en généralité et à la prise de position dans un clivage qui préside à l'expression d'une opinion politique. L'application de cette grille aux entretiens effectués dans une cité de banlieue permet de mettre en lumière la relative autonomie de la politisation par rapport à la connaissance spécialisée, les diverses ressources mobilisées à cet effet par les acteurs sociaux et la variété des combinaisons idéologiques.

The aim of this paper is to draw up an analytical grid to spot the politicising process, understood not in reference to the political institutional arena, but in terms of generalisation of the speech and of taking a stand on a split which is the basis of the expression of political opinions. The test on interviews realised in a suburban housing estate shows the relative independence of politicisation from specialized knowledge, the various ressources mobilised by social actors and ideological combinations.

Sophie Duchesne et Florence Haegel sont respectivement chercheuses au CNRS (CEVIPOF) et à la FNSP (CEVIPOF).

EspacesTemps 76-77/2001, p. 95-109.

L'objectif de cet article est d'amorcer une réflexion sur les mécanismes de politisation de la parole individuelle, et de la nourrir de façon empirique. Quand peut-on qualifier des propos de politiques ? Comment une parole se politise-t-elle ? Quels sont les facteurs qui favorisent ou entravent ce processus ? Ces interrogations sont centrales dans la recherche que nous menons¹ et dont cet article ne constitue qu'une étape. Justifier la pertinence de ces questions amène à relever les enjeux démocratiques de toute réflexion sur les phénomènes de politisation, mais également à mettre au jour le poids des différentes conceptions de la politisation dans certaines controverses scientifiques ; il conduit enfin à souligner l'intérêt empirique de la question du repérage du politique.

Rappelons, sans nous y étendre, combien le fonctionnement démocratique est dépendant de l'attitude des citoyens à l'égard de la politique ou, plus largement, de la chose publique. Leur propension à adopter un point de vue sur les choses qui dépasse leur simple intérêt et leur capacité à prendre en considération le point de vue d'autrui constituent sinon les "vertus" cardinales de ce système politique, indispensable à la délibération, du moins un type d'attitude très recherchée, qui constitue un objectif récurrent des programmes d'éducation civique. D'ailleurs, dans l'imaginaire démocratique, la discussion politique a souvent été considérée comme un élément nécessaire au fonctionnement de la démocratie : l'*Agora* reste la référence mythique d'une pratique démocratique idéale. Cet idéal réapparaît dans l'image des sections sans-culottes comme dans l'attachement aux conversations politiques quotidiennes, celles qui surviennent (ou dont on suppose qu'elles surviennent, sans en avoir beaucoup d'autres traces que littéraires) au café, sur les marchés, dans les familles. Dans les travaux scientifiques, et notamment empiriques, la discussion politique a souvent constitué un indicateur essentiel des attitudes démocratiques².

Par ailleurs, dans une logique plus étroitement disciplinaire, il nous semble important de bien cerner les points de désaccord entre sociologues du politique sur les critères de politisation d'une parole : en effet, nombre de controverses propres à la science politique se fondent sur des conceptions différentes des critères de politisation. Il en est ainsi du débat sur la compétence politique. À la suite des travaux américains³ qui, dans les années soixante, ont mis en lumière, preuves quantitatives à l'appui, le manque de maîtrise par les citoyens américains des catégories proprement politiques, des auteurs français ont promu la notion de compétence au rang de premier principe explicatif des comportements politiques. Constatant le manque de connaissance des individus en la matière, leurs erreurs au regard des logiques dominantes, mais aussi le sentiment qu'ils ont de leur incapacité à parler politique, les travaux de Daniel Gaxie⁴ se fondent sur l'incompétence politique d'une part importante des citoyens pour faire apparaître l'illusion égalitaire de la théorie démocratique. Or ces analyses reposent sur une définition explicite, précise, de la compétence politique : la capacité de manier les catégories et les modes de raisonnement politiques et, donc, la détention de savoirs spécialisés. Plus concrètement, pour être considéré comme compé-

1 Cette recherche s'est enrichie du travail collectif engagé à l'intérieur d'un groupe sur "La parole politique comme pratique démocratique" constitué dans le cadre d'un projet du CEVIPOF, dont nous remercions les participants.

Le fonctionnement démocratique est dépendant de l'attitude des citoyens à l'égard de la politique.

2 Voir l'ouvrage classique de •Gabriel Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Newbury Park, Calif., 1989 (réed. 1963), ainsi que les travaux de •Robert D. Putnam et notamment *Bowling Alone, The Collapse and Revival of American Community*, New York : Simon and Schuster, 2000. Aussi, dans un genre plus anthropologique, •Laurens Wylie, *Un Village du Vaucluse*, Paris : Gallimard, 1968.

3 Parmi lesquels les travaux de Philipp Converse font toujours autorité, en particulier, •"The Nature of Belief System in Mass Publics", in D. Apter (dir.), *Ideology and Discontent*, New York : Free Press, 1964. Pour une présentation des controverses américaines, voir •Loïc Blondiaux, "Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine", *Revue Française de Science Politique*, 46(5), oct 1996, p. 753-791.

4 •Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris : Seuil, 1978, mais aussi du même auteur. "Le vote désinvesti", *Politix*, n. 22, 1993, p. 138-164.

tent, il faudrait connaître les partis et les personnalités qui les incarnent, savoir les classer et les associer à des mesures politiques ou à des positions idéologiques conformément à l'ordre qui prévaut sur la scène électorale. Une telle définition conduit presque nécessairement à constater l'absence de politisation d'une part importante des citoyens : car si le politique recouvre des savoirs spécialisés, comment s'étonner qu'il échappe largement aux non-spécialistes ? À la suite de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁵, nous pensons qu'il faut, pour étudier les productions symboliques, tenter de faire place à deux types de description et d'interprétation ; celle qui met en avant les effets de domination (qu'on qualifiera, comme eux, de *légitimiste*) et celle qui part à la recherche des phénomènes de résistance ou d'autonomie (qu'on désignera par *populiste*). Dans le cas de l'étude des rapports à la politique, cette exigence conduit à poser la question en ces termes : la détention de ce savoir spécialisé est-elle l'unique critère de politisation ? Mais pour qui répond par la négative et considère que le maniement des catégories politiques spécialisées n'épuise pas toutes les formes de politisation, il reste à expliciter les autres critères et à établir la nature du lien entre le savoir politique et une capacité à politiser qui en est (relativement) indépendante.

Une troisième raison, de type empirique cette fois, justifie notre projet. Lors d'une enquête sur le rapport au politique des habitants de la Cité des 4000 en banlieue parisienne⁶, nous nous sommes trouvées confrontées à la nécessaire explicitation de ce que, dans les entretiens recueillis, nous pouvions considérer comme politique. Dans cette Cité, à la veille de l'élection présidentielle de 1995, nous avons interrogé une soixantaine d'habitants. Ceux-ci avaient été choisis pour leur diversité : les uns possédaient la nationalité française, les autres étaient étrangers ; les uns habitaient depuis longtemps dans la cité, les autres pouvaient être considérés comme des nouveaux résidents ; enfin les uns "s'en sortaient bien", soit parce qu'ils étaient étudiants soit parce qu'ils avaient un emploi, alors que les autres se trouvaient dans des situations économiques difficiles (jeunes "galériens" ou personnes devant compter sur l'aide publique pour vivre)⁷. Fallait-il en rester à l'éclatante dévalorisation du politique affichée – ici comme ailleurs – de prime abord par les interviewés, ou fallait-il se forger des outils permettant d'aller plus loin dans l'analyse ?

Nous nous sommes engagées dans la seconde direction, sans chercher à aller vers une définition du politique, mais en élaborant des critères de repérage du politique destinés à nous fournir davantage d'acuité dans l'analyse des entretiens. La politisation est pour nous la résultante de deux processus : l'un, réactif, qui témoigne de la proximité et de l'investissement à l'égard du champ politique ; l'autre, que nous qualifierions de "productif", qui fabrique du politique à partir des clivages sociaux. À ce stade de notre projet de recherche, nous nous consacrerons exclusivement à ce second processus que pourtant, pour éviter barbarismes et périphrases, nous désignerons par "politisation", sans jamais oublier qu'étudier vraiment la politisation exigera d'analyser conjointement les deux processus.

Nombre de controverses propres à la science politique se fondent sur des conceptions différentes des critères de politisation.

5 • Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris : Gallimard-Le Seuil, 1989, p. 36-37.

6 Cette enquête, réalisée en 1995 et 1996, a été faite en commun par un groupe de chercheurs du CEVIPOF comprenant également François Platone et Henri Rey, avec la collaboration d'Imane Hayef et Jean Ranger.

La détention d'un savoir spécialisé est-elle l'unique critère de politisation ?

7 S'agissant de la présentation de l'enquête, nous renvoyons à la publication suivante : • Sophie Duchesne, Florence Haegel, François Platone, Henri Rey, "Diversité des attitudes politiques dans une cité de banlieue", in *En marge de la ville. Ces quartiers dont on parle*, Paris : Éd. de l'Aube, 1997, p. 77-109.

“Détecter” les ferments de la politisation⁸ : élaboration d’une grille d’analyse.

La littérature a produit, explicitement et implicitement, une variété de conceptions du politique et il y a nécessairement un certain arbitraire à s’appuyer sur certains auteurs, à privilégier certains critères. En l’occurrence, nous partirons de deux acceptions assez différentes : celles de William Gamson et de Jean Leca. La conception du politique que William Gamson mobilise dans son ouvrage, *Talking Politics*⁹, participe d’une tradition américaine¹⁰ centrée sur le sentiment d’injustice. Elle repose sur le triangle que constituent l’expression d’un sentiment d’injustice (références à des condamnations morales explicites révélant une forte densité émotionnelle et désignation des sources et des responsables de cette injustice), le sentiment de pouvoir agir sur la situation et l’identification collective (référence à un “nous” qui s’opposerait à des “ils”, coupables, responsables ou impuissants).

Jean Leca, dans un texte maintes fois cité dans ce numéro, propose des critères de repérage du politique dont on retiendra que le politique intervient quand le conflit est exprimé et que la recherche d’un arbitrage est engagée. De la même façon, nous plaçons au cœur du processus de politisation la notion de résolution des conflits : le politique existe parce qu’il y a des différences entre les groupes, multiples, sécants, qui forment une société, que ces différences sont perçues comme telles et non neutralisées par le contrôle social, et qu’il faut leur trouver une solution. Paul Bacot, lui aussi, dans une recherche sur l’acte électoral, a utilisé la notion de “conflictualité” pour rendre compte du processus qui lie social et politique¹¹. La faiblesse de ce point de départ réside dans le fait que la notion de conflit est porteuse d’une représentation du politique plutôt orientée à gauche, ne serait-ce qu’à cause du poids de la lutte des classes dans la structuration des idéologies de gauche¹². Traditionnellement, l’idéologie de droite s’articule plus autour de la notion d’ordre : mais l’ordre social implique généralement la notion de hiérarchie, laquelle procède d’une reconnaissance de différences entre les groupes, au même titre que la lutte ou le conflit.

C’est pourquoi, pour repérer le politique à droite comme à gauche, il nous a semblé nécessaire de substituer la notion de clivage à celle de conflit : le terme de clivage renvoie à l’idée de ligne de fracture, de différence susceptible de partager le corps social (de ce fait, il ne peut s’agir que d’une différence importante, structurante, et non par exemple d’une différence de goût ou d’habitude secondaire¹³), tandis que le conflit n’est qu’une forme parmi d’autres de réaction à l’expression d’un clivage. On pourrait citer, comme autre type de réaction, la tendance à considérer les clivages comme naturels. Nous proposons donc de concevoir la politisation de la parole comme *le passage vers une situation de communication caractérisée par le fait qu’un au moins des interlocuteurs prend position sur un clivage, c’est-à-dire sur une opposition qui les dépasse au sens où elle ne se limite pas à ce qu’ils sont personnellement (l’un pour l’autre)*. Ce pas-

8 Comme le dit Nina Eliasoph dans le texte de ce numéro, la présence du politique au quotidien “est trop faible pour être détectée par les radars” et nécessite donc des outils très précis pour être repérée. C’est ce que nous avons tenté de mettre au point.

9 •William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge : CUP, 1992.

10 Que l’on retrouve, par exemple, dans l’ouvrage de •Nina Eliasoph, *Avoiding Politic. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge : CUP, 1998.

La politique existe parce qu’il y a des différences entre les groupes, que ces différences sont perçues comme telles et non neutralisées par le contrôle social, et qu’il faut leur trouver une solution.

11 •Paul Bacot, “Conflictualité sociale et geste électoral. Les formes de politisation dans les lieux de vote”, *Revue Française de Science Politique*, 43(1), février 1993, p. 107-135.

12 Les travaux de Guy Michelat et Michel Simon, qu’ils soient qualitatifs ou quantitatifs ont mis en lumière que le refus de la politique relevait d’une des principales dimensions de l’univers idéologique du catholicisme et de la droite, voir en particulier •Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la FNSP/Éd. sociales, 1977, en particulier p. 26 et suivantes. Mais sans doute les choses ont-elles changé, du fait de l’évolution des clivages sociaux et politiques, et des transformations idéologiques qui les accompagnent.

13 En science politique, la notion de clivage a été introduite par Stein Rokkan qui considère les clivages comme des conflits fondateurs et sédimentés des sociétés européennes qui se traduisent dans la constitution des systèmes partisans. Cf. •S. Rokkan et S. Lipset (eds.), *Party Systems and Voters Alignments*, London, Collier-Macmillan, 1967.

sage suppose deux conditions : une certaine généralisation des propos (autrement dit, le dépassement du récit anecdotique), et la référence à un système d'opposition.

Afin de mettre à plat les critères de politisation mobilisés dans la lecture et l'interprétation des entretiens, nous avons élaboré une grille de "repérage" du politique, qui a pour vocation d'aider à l'interprétation de toute parole, quelles que soient ses conditions de recueil. Cette grille n'est rien d'autre qu'un outil. Les critères qu'elle énumère doivent fonctionner comme des révélateurs de la politisation. Ils ne forment pas une échelle, ils ne dessinent pas d'ordre chronologique ni hiérarchique. Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que l'agencement en échelle s'applique sans doute aux trois premiers critères : on pourrait alors les considérer comme des niveaux. Au-delà, les différents critères peuvent intervenir selon des configurations variées.

Grille de repérage du politique

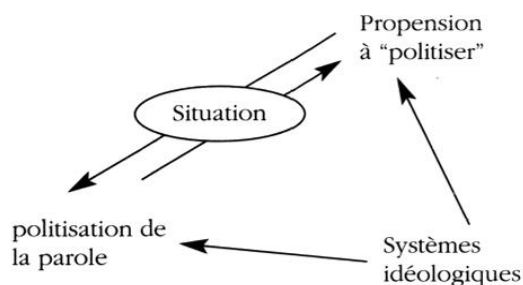
- récit anecdotique
- la montée en généralité
- reconnaissance d'un clivage
- *prise de position dans le clivage : passage à une situation politisée*
- "naturalisation" du clivage (au sens d'imputation d'un caractère naturel)
- désignation d'un responsable
- identification à un des groupes impliqués
- demande d'arbitrage
- foi dans la capacité d'agir du groupe de référence
- foi dans sa propre capacité d'agir individuellement
- (- lien avec des acteurs politiques intervenus sur ce clivage)

Pluralité des compétences et situation : les mécanismes de la politisation.

L'établissement de critères permettant de saisir les mécanismes de politisation d'une parole n'est pour nous qu'une étape dans un projet qui a pour ambition de comparer les dispositions à politiser ou à dépolitiser des acteurs sociaux suivant les ressources dont ils disposent et les situations dans lesquelles ils s'expriment (entretiens individuels ou discussion de groupe, discussion dans la famille, au travail, à l'école, au café, etc.), et de cerner, au sein d'une situation donnée (on prendra pour exemple ici un entretien), les mouvements de flux et de reflux de la politisation.

La capacité d'un acteur à parler politique dépend à la fois de la conscience qu'il a des clivages sociaux, du système idéologique dans lequel il s'inscrit et de la situation.

Les paramètres de la politisation



Un schéma très simplifié permet de présenter les principaux paramètres qui pèsent sur le processus de politisation de la parole. La capacité d'un acteur à parler politique est fonction au moins de trois variables : sa propension, générale, sociale à envisager les choses en termes politiques, c'est-à-dire à généraliser et à avoir conscience des clivages sociaux ; le système idéologique dans lequel il s'inscrit ; et la situation dans laquelle il prend la parole.

La propension à politiser.

La propension à politiser peut être considérée comme un produit de la socialisation de l'acteur ; elle se manifeste par sa tendance, plus ou moins consciente, à considérer les faits et les choses autrement que comme des incidents, à trouver entre les situations des liens, des points communs induits par les clivages fondamentaux qui traversent toute société. De ce point de vue, le facteur clef serait moins la compétence cognitive – même si la connaissance des enjeux sociaux et politiques peut fournir des arguments pour identifier les grands clivages et prendre position à leur propos – que la compétence sociale, entendue comme le sentiment de légitimité à prendre position. Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie distinguent bien ces deux facettes de la compétence : la compétence technique, qui renvoie à des processus de connaissance et se trouve garantie par les titres scolaires, et la compétence statutaire "sentiment (socialement autorisé et encouragé) d'être fondé à s'occuper de politique, d'être autorisé à parler politique, d'avoir autorité pour parler politiquement des choses politiques"¹⁴. Toute la question est de savoir comment les deux sont liées : de façon cumulative, ou par des processus compensatoires. Guy Michelat et Michel Simon¹⁵ ont déjà fait la preuve de l'existence de mécanismes de compensation des handicaps en vérifiant que la prédisposition sociologique, le niveau d'implication politique et l'orientation idéologique sont des variables partiellement indépendantes. Dans la lignée de ces analyses, et d'autres auteurs, dont Luc Boltanski¹⁶, nous faisons l'hypothèse que la compétence cognitive et la compétence sociale ne jouent pas automatiquement dans le même sens puisqu'elles puisent à des sources variées et que dès lors, leurs effets peuvent être non seulement disjoints, mais contrariés. D'autant

Toute la question est de savoir si compétence cognitive et compétence sociale sont liées de façon cumulative ou par des processus compensatoires.

14 • Pierre Bourdieu, "Questions politiques", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n. 16, sept. 1977, p. 2.

15 • Guy Michelat et Michel Simon, "Les 'sans réponses' aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps", *L'Année Sociologique*, 1982, 32, p. 81-114.

16 • Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences*, Paris : Métailié, 1990.

que la notion de compétence sociale est une notion relative et que, on le verra, elle se nourrit elle-même de ressources multiples, qui peuvent être mobilisées distinctement les unes des autres.

Sur le schéma, l'existence d'une double flèche entre l'expression politique et la disposition à politiser signale que l'influence de l'une sur l'autre n'est pas univoque : le fait de parler politique forge aussi des dispositions à politiser.

L'idéologie politique.

On l'a déjà évoqué, la parole politique individuelle s'inscrit dans des systèmes de signification socialement et historiquement constitués, en bref, des idéologies. Ces métalangages politiques¹⁷ qui "s'articulent sur la langue naturelle et qui surajoutent à celle-ci leurs propres règles de signification" apparentent le discours politique ou idéologique au discours mythique. Comme pour l'interprétation d'un mythe, l'analyse de la langue politique suppose que l'on dégage les codes lexicaux et syntaxiques et les systèmes d'opposition qui structurent le récit¹⁸. De plus, comme on l'a déjà dit, le repérage du politique dans des faits de parole ne peut faire l'économie d'une analyse des structures idéologiques du discours, puisque les manières de politiser ne sont pas neutres d'un point de vue idéologique.

La situation.

L'importance que nous accordons aux situations dans lesquelles la parole se déploie et éventuellement, se politise, doit beaucoup à l'enquête réalisée dans la cité des 4000 Logements de La Courneuve. En effet, puisque la question de la politisation de la parole renvoie plus largement à l'expression de positions potentiellement conflictuelles, elle met en jeu la façon dont les protagonistes d'un échange ont les moyens d'assumer la différence éventuelle d'opinion avec leur interlocuteur. La situation d'entretien, parce qu'elle met en relation deux personnes qui ne se connaissent pas, rend difficile la politisation de l'échange, l'interviewé devant prendre sur lui de risquer un point de vue conflictuel avec celui de l'enquêteur. Le conflit est une chose que les acteurs sociaux évitent généralement, surtout lorsqu'ils ne sont pas en position dominante. Or la situation d'entretien préside souvent à une inégalité dans la relation qui s'établit entre interviewer et interviewé¹⁹ ; en tous cas, cette inégalité est particulièrement forte, tangible, dans les entretiens recueillis dans une cité comme celle des 4000²⁰. En l'occurrence, tout porte à croire que la représentation que les personnes interrogées, par le canal de l'INSEE, se faisaient de nous, interviewers, oscillaient entre des représentants de la Mairie, de l'aide sociale ou plus largement, de l'État. Cela rendait donc très difficile pour les interviewés, qui ne connaissaient pas les opinions de l'enquêteur à qui ils prêtaient cependant un statut susceptible de lui donner prise sur eux, de prendre position de façon trop tranchée.

Cela dit, l'importance que nous avons donc décidé d'accorder aux effets de situation s'est trouvée confortée par l'observation que nous

17 Voir sur ces questions •Frédéric Bon, "Langage et politique", *Traité de science politique*, Paris : PUF, 1986, t. 3, p. 537-573.

18 •Guy Michelat, "Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie", *Revue française de sociologie*, 16, 1975, p. 229-247.

La question de la politisation met en jeu la façon dont les protagonistes d'un échange ont les moyens d'assumer la différence éventuelle d'opinion avec leur interlocuteur.

19 Voir •Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Paris : Mouton, 1983 -, ainsi que le chapitre •"Comprendre" de *La Misère du monde*, Pierre Bourdieu (dir.), Paris : Le Seuil, 1993.

20 On y retrouve tous les traits de la situation d'enquête analysés par •Gérard Mauger dans son article : "Enquêter en milieu populaire", *Genèses*, 6, déc. 1991, p. 125-143.

avons pu faire, même dans les entretiens recueillis aux "4000", du caractère non linéaire des processus de politisation et de dépolitisation au cours d'un même entretien. En analysant le processus selon lequel les clivages sont tour à tour exprimés puis tus, dans une même relation de communication, on comprend bien que la politisation, au sens où nous l'entendons, n'est pas le simple reflet des caractéristiques des locuteurs – même s'il est plus que vraisemblable que certains individus ont plus de dispositions à politiser que d'autres –, ni l'effet d'une dynamique irréversible. On peut saisir dans un même entretien des phases de politisation et de dépolitisation. Ces mouvements sont compréhensibles si l'on étudie en détail la dynamique de l'interaction, c'est-à-dire bien sûr les séquences de thèmes abordés, mais surtout les ressources – variables – que chaque acteur mobilise sur chacun de ces thèmes, et la transformation correspondante de l'interaction avec l'intervieweur.

La situation, parce qu'elle joue, on l'a vu, un rôle déterminant dans la façon dont la discussion évolue, nous apparaît comme un filtre consistant, que l'on ne peut éviter d'étudier pour lui-même, entre la disposition de l'acteur à politiser et le fait qu'à un moment donné, dans une discussion, il adopte un point de vue politique. Dans cet article, nous rendrons seulement compte de nos premières tentatives de validation de notre dispositif d'analyse ; mais dans nos recherches en cours, nous nous attachons à en vérifier la pertinence sur des situations très diverses. L'important est d'étudier précisément les conditions plus ou moins faciles que chaque situation fixe à l'expression du conflit, et notamment le caractère plus ou moins public de la discussion, la connaissance préalable des opinions des différents protagonistes, ou encore le degré d'homogénéité politique et sociale de ces derniers.

La politisation de la parole dans les entretiens recueillis aux "4000" : pour une validation du dispositif d'analyse.

Pour mettre à l'épreuve notre dispositif d'analyse, nous l'avons appliqué à une partie des entretiens réalisés dans la cité des 4000. L'enjeu était à la fois de vérifier les hypothèses suivantes :

- le degré de politisation est en partie indépendant de la connaissance spécialisée sur le politique ;
- la politisation est un processus qui varie largement au cours d'un même entretien et qui permet d'observer les ressources, diverses, que mobilisent les acteurs et qui leur donnent la force d'assumer le conflit éventuel que leur prise de position dans un clivage peut susciter ;
- au-delà d'un certain seuil existent différentes configurations, qui varient selon les structures idéologiques.

Prise de position dans les clivages et connaissances politiques.

Théoriquement, on voit bien comment une parole peut être considérée comme compétente, au sens où elle manifeste le savoir poli-

Les mouvements de politisation et dépolitisation sont compréhensibles si l'on étudie la dynamique de l'interaction.

tique d'un acteur (connaissance des personnalités et partis politiques, des enjeux d'actualité,...), sans qu'elle puisse être qualifiée de politisée, au sens "populiste" du terme, dans la mesure où la personne ne prend pas position sur les questions qu'elle évoque. Les propos s'apparentent alors à un commentaire, certes informé, mais très extérieur et peu impliquant de la politique. Notre corpus confirme empiriquement ce décalage entre compétence et politisation. Mario, étudiant portugais, en fournit l'exemple. Ses parents ont immigré durant la dictature de Salazar et il habite depuis l'âge de trois ans dans la cité. Son père travaille sur les chantiers en tant que "mineur-boiseur" et sa mère a longtemps été nourrice. Au moment de l'enquête, il préparait un DEUG de psychologie après avoir tenté d'autres filières universitaires, et sans être très assidu à la faculté. Son statut d'étudiant, les références aux lectures qu'il a faites dans *Le Monde* ou à son assistance à des débats organisés par les organisations étudiantes indiquent qu'il dispose d'une certaine compétence en matière politique. Il exprime d'ailleurs, durant tout l'entretien, une aisance apparente, parfois ostentatoire. En dépit de ces signes de compétence que confirment ses commentaires sur l'actualité, ses propos ne sont pas politisés, au sens où nous l'entendons ; ils ne le sont pas d'abord parce qu'il refuse explicitement de raisonner à partir de catégories politiques au motif que ces catégories sont porteuses, justement, de clivages :

"Ce que je pense de la politique, non j'allais dire que j'en pense rien, mais si j'en pense beaucoup de choses mais pas des idées politiques. Je m'en fous de savoir si vous êtes communiste, socialiste, franchement, on a l'impression que, de nos jours, vous présentez quelqu'un au lieu de regarder la personne : Oh quoi t'es français ? t'es portugais ? t'es socialiste ? t'es communiste, t'es sagittaire ?"

Plus largement, il est frappant de voir comment il évite de prendre position par rapport à tous les clivages qu'il évoque. Qu'il s'agisse de la banlieue dans laquelle il vit, des jeunes dont il se plaît à raconter les pratiques illicites, il parle toujours avec distance, le niveau de précision et de connaissance qu'il affiche à leur endroit contrastant avec l'absence totale d'implication. Le seul jugement qu'il exprime porte sur l'incapacité de ces jeunes à résister à la loi des groupes et aux attrait de la société de consommation, qui leur fait désirer des choses auxquelles ils n'ont, s'ils se cantonnent aux activités légales, pas accès, mais il est surtout destiné à mettre en valeur sa propre distanciation, sa force mentale. Et s'il pense que les choses devraient changer, ce n'est pas au profit d'un groupe ou d'une catégorie quelconque de la population, c'est au profit de chacun et par le travail intérieur de chacun.

À l'inverse du cas de Mario, certains entretiens, comme celui de Suzanne, recèlent nombre de séquences pouvant être qualifiées de politisées alors que tout prouve son absence de maîtrise des catégories et des logiques politiques. Elle vit seule dans la cité avec ses quatre enfants. Au moment de l'entretien, elle touche le RMI et arrive à la fin d'un "Contrat-Emploi-Solidarité" comme agent d'entretien dans une maison de retraite. Elle affiche volontiers sa distance vis-à-

En dépit de certains signes de compétence, les propos de Mario ne sont pas politisés parce qu'il refuse de raisonner à partir de catégories politiques au motif que ces catégories sont porteuses de clivages.

À l'inverse, l'entretien de Suzanne recèle nombre de séquences pouvant être qualifiées de politisées alors que tout prouve son absence de maîtrise des catégories et des logiques politiques.

vis du politique. Elle a un temps voté à gauche sous l'influence – dit-elle – de son concubin, immigré italien doté d'une forte culture politique ; aujourd'hui elle déclare vouloir donner sa voix au Front national (en se demandant si elle ne va pas finalement voter blanc), et ce même si elle pense que Mitterrand est "le seul qui ait un peu arrangé les choses". La mémoire de ses votes passés est incertaine : elle croit avoir déjà voté Front national mais sa fille lui rappelle qu'elle avait, à l'époque, choisi Tapie.

Et pourtant, Suzanne donne facilement à son entretien un tour politique, à partir du clivage du genre. Sur les principaux thèmes qu'elle aborde dans l'entretien, elle prend position en tant que femme, obligée de se défendre contre des hommes. Elle ne cache pas son hostilité aux immigrés, mais le principal grief qu'elle leur adresse est de ne pas respecter les femmes : elle vise alors les jeunes de la cité, issus de l'immigration, qui les insulteraient, elle et ses filles. Le père de ses enfants, avec qui elle vivait en concubinage, étant mort, elle se trouve dans une situation financière difficile puisque qu'elle n'a pas droit à sa retraite, ce qu'elle considère comme injuste. À partir de cet élément biographique se met en place un processus de politisation complexe, incluant, selon nos critères, non seulement la montée en généralité (de son expérience personnelle à celle des concubines, en général), l'identification à un groupe (celui des femmes, toujours perdantes), la désignation de responsables (pour elle, la responsabilité incombe à la fois à son concubin – inconséquent et influencé par une famille peu favorable à ce mariage – et à l'État), la demande d'arbitrage adressée au gouvernement et même la volonté d'agir :

"Ça devrait être reconnu le concubinage comme si on était marié. Parce que moi, quand même, j'ai vécu (elle hésite :) douze, treize ans quand même. Ça devrait être reconnu, hein. Non, ils ne veulent rien savoir. Non il faut que les femmes, elles se défendent, et puis il faut s'en sortir... Moi j'estime que les femmes qui sont en concubinage avec le même homme, ça devrait être reconnu. Et moi je veux que les femmes manifestent pour ça. [...] C'est ça moi que je voudrais que les femmes elles manifestent, mais personne ne le fait. Moi j'estime, j'estime que ce but on devrait, on devrait... Le gouvernement devrait insister là-dessus"

La dynamique des sources de la politisation²¹.

L'entretien réalisé avec Souila, jeune femme d'origine algérienne, illustre bien l'évolution que peut connaître une discussion en fonction des soutiens, des ressources que les acteurs en viennent à mobiliser dans l'interaction. Au moment de l'entretien, Souila vit seule avec ses enfants, qu'elle élève grâce à l'argent des ASSEDIC. Dans la première partie de l'entretien, elle raconte sa mise à l'écart, sans révolte, sans se plaindre. Même si le récit des difficultés qu'elle affronte constitue en soi une dénonciation, Souila n'accuse pas, ne revendique pas. L'entretien se poursuit difficilement, rythmé par les interventions de plus en plus fréquentes de l'enquêtrice. Puis vient la question portant

À partir d'un élément biographique se met en place un processus de politisation complexe incluant une montée en généralité, l'identification à un groupe, la désignation d'un responsable et la demande d'arbitrage.

21 Cette analyse a été menée dans un premier temps avec François Platone, un autre protagoniste de cette enquête aux "4000".

sur la politique. Souila réagit d'abord sans passion, rejetant en bloc l'univers politique. L'enquêtrice insiste :

“Q : Mais la politique, sinon, ça vous intéresse – (R : Du tout.). Oui. (silence) Est-ce que vous, vous suivez un peu...”

–Oui ça m'arrive, surtout que quand on a le droit de voter ça c'est quelque chose qui m'a toujours... Quand je vois mon père qui a toujours vécu ici et qui n'a jamais eu le droit de voter ; on est obligé de suivre la politique justement pour donner son mot à dire parce que mes parents n'avaient pas ce mot à dire justement. Enfin c'est un peu, une revanche... Le jour où j'ai la première fois voté et que j'ai montré ma carte d'électeur à mon père, c'est vrai j'ai vu dans son regard quelque chose qui l'a... qui lui a... C'était une revanche. Et puis c'est vrai qu'il faut s'y intéresser pour... En tant que fille d'immigré [on a] son mot à dire.”

Dès ce moment, l'entretien bascule. Souila témoigne d'abord de l'intérêt qu'elle a eu, autrefois, pour les questions politiques, manifestant une connaissance certaine des modes de structuration du champ politique. Mais surtout, elle qui jusque là cantonnait le récit de sa misère à un évènement singulier, accuse. Elle passe ainsi d'un récit très individualisé et très fataliste à un discours de dénonciation des puissants au gré de l'évocation des périodes de sa vie. Femme reniée par sa famille, qui n'a pas pu se battre, avec son mari, contre la maladie et qui a conscience d'avoir perdu une partie de ses compétences, elle ne peut que témoigner, par la récit de sa vie, des difficultés de l'existence à laquelle elle est réduite. Mais à l'évocation de son père, qui, venu en France comme ouvrier, analphabète, a fini sa carrière à la tête de sa propre entreprise, en souvenir des années où elle et son mari réussissaient – elle a dirigé un centre culturel –, elle retrouve son estime d'elle-même, sa confiance dans ses capacités de jugement. Et forte de sa citoyenneté, elle dénonce le détournement du RMI, les conditions de vie dans la cité, l'incurie des gestionnaires de l'Office HLM,...

Souila passe d'un récit très individualisé et très fataliste à un discours de dénonciation des puissants, au gré de l'évocation des périodes de sa vie.

Le poids des structurations idéologiques.

Jusque là, nous avons examiné les mécanismes de passage à un niveau élémentaire de politisation, autrement dit ceux qui permettent de repérer qu'un processus de politisation est amorcé. Au-delà de ce seuil, la densification politique de la parole peut se poursuivre suivant différents types de configurations dont il faut comprendre la logique. Afin d'avancer dans l'interprétation de ces différentes manières de politiser, nous allons comparer des entretiens deux à deux.

Lutte des classes et ANPE.

Marcel est peintre, d'origine italienne et milite à la CGT ; Jacques est un ancien cuisinier au chômage, pied-noir, qui militait à FO. Tous deux sont politisés. Marcel l'est explicitement : syndicaliste, électeur du Parti communiste, il valorise le politique qui “dirige tout”, qui “peut aussi bien vous donner le malheur que le bonheur”. Jacques est moins déterminé : gaulliste endeuilé par la perte de son grand homme, il

vote pour Jacques Chirac, mais son rapport au politique ne peut se comprendre, abstraction faite de son histoire personnelle, sans prendre en compte le fait qu'il a été licencié pour faute professionnelle alors qu'il se trouvait à son poste en état d'ébriété.

Les différences dans le processus de politisation qui caractérise chacun de ces entretiens sont moins question d'intensité ou de degré que de forme. Très clairement, la politisation s'exprime chez Marcel par des prises de position conflictuelle récurrentes : dans tous ses récits, il rend explicite le clivage qui oppose l'ouvrier et le patron et prend position. Cette opposition est fondatrice et se manifeste comme un face à face où l'ouvrier, voire le syndicaliste, doit s'affronter directement au patron pour faire valoir ses droits. Cette configuration escamote l'idée d'arbitrage et de stratégie individuelle, le conflit collectif traduisant un rapport de forces qui ne saurait être résolu par l'intervention d'un tiers. Ainsi non seulement l'ouvrier, pour défendre "sa qualité professionnelle", sa paye et ses conditions de travail, doit en tant que tel tenir tête au patron, mais il doit aussi parler au nom des ouvriers.

"Maintenant, si nous l'ouvrier, on commence à réfléchir comme un patron, c'est que ça va pas ! Il faut qu'on réfléchisse comme un ouvrier. J'aimerais plutôt qu'on parle : bon, est-ce que la paye est bonne ? Et les conditions de travail, ça va ? et tout. Ça c'est parler de nous".

Le processus de politisation qui caractérise l'entretien de Jacques privilégie, en revanche, la recherche d'un arbitrage. Le récit que livre Jacques d'un entretien de recrutement l'illustre bien. Alors qu'il est au chômage et qu'il cherche un poste de cuisinier, Jacques est convoqué à un entretien préalable en présence du fonctionnaire de l'ANPE et d'un chef d'entreprise. Quand il demande à retrouver sans ancien salaire, il se voit accuser par le chef d'entreprise de "vouloir gagner plus que le patron". Jacques commente cet épisode en renvoyant rapidement le patron à ses responsabilités, mais surtout, en s'indignant de la passivité du représentant de l'ANPE :

"Parce que c'était pas à moi de répondre [...] alors que l'interlocuteur de l'ANPE qui était là n'a même pas pensé ou osé relever une parole, une telle parole. Ça, moi ça... c'est des choses qui me foutent en l'air. [...] On dit que l'ANPE fait, l'ANPE fait ! L'ANPE fait pas grand chose".

Son attente vis-à-vis de l'arbitre que représente, dans cette scène, l'agent de l'ANPE, est plus forte que l'expression du rapport conflictuel avec le patron. Certes, cette différence entre Jacques et Marcel pourrait être mise sur le compte de leurs situations professionnelles respectives : la difficulté de Jacques à défendre son point de vue face au chef d'entreprise, son sentiment de "remise de soi" et sa déception à l'égard de l'ANPE sont, en partie, à mettre sur le compte de son statut de chômeur. Mais les différences dans leurs modes de politisation peuvent aussi être rapportées à des différences idéologiques. La politisation telle qu'on l'observe dans l'entretien de Marcel se caractérise par la mise en avant de l'action au nom du collectif : ce critère, qu'on a désigné par "la foi dans la capacité d'agir du groupe de référence", nous semble davantage ressortir d'une idéologie de gauche. La référence à l'arbitrage, quant à elle, peut trouver place aussi bien

La politisation s'exprime chez Marcel pas des prises de position conflictuelles, dans le clivage qui oppose l'ouvrier et le patron.

Le processus de politisation qui caractérise l'entretien de Jacques privilégie la recherche d'un arbitrage.

dans des structures idéologiques de droite que de gauche, mais elle y est organisée différemment (les arbitres ne sont pas nécessairement les mêmes, de même que les modes d'appel à l'arbitrage : rapport de force d'un côté, délégation de l'autre).

Jeunes et basanés.

La comparaison des entretiens de Fahrid et David nourrissent la même hypothèse. Ces deux jeunes de la cité partagent des traits en commun : âgés respectivement de 23 et 24 ans, ils ont tous deux vécu leur enfance "aux 4000" et manifestent leur désir d'ascension sociale que viendrait, selon leur souhait, consacrer un départ en province. Politiquement, leur positionnement semble identique : ils se classent tous deux au centre-gauche et manifestent de la sympathie pour Bernard Tapie. Mais David prend davantage de distance vis-à-vis de la politique que Fahrid, et son orientation actuelle apparaît plus fragile. Il anticipe même le fait que son ascension sociale pourrait le porter vers la droite. D'autres éléments différencient encore plus nettement ces jeunes gens : l'un est d'origine algérienne et musulman, l'autre est rapatrié d'Algérie, juif pratiquant. De plus, Fahrid vient d'être embauché dans une grande surface comme aide-comptable, alors que David fait sa maîtrise de droit et voudrait devenir avocat.

Dans ces deux entretiens, la politisation de la parole se fait rapidement et selon des mécanismes proches. Ils prennent tous les deux position dans un double clivage à la fois générationnel et ethnique qui s'exprime, en priorité, à propos de la discrimination à l'embauche dont seraient victimes les jeunes des cités, surtout lorsqu'ils sont dotés de noms ou de physiques "arabes" ou "juifs". Dans les deux cas, cette prise de position les conduit à manifester leur désir de revanche sociale.

Mais si la politisation s'appuie sur le même levier, elle n'aboutit pas à des configurations identiques. La notion d'arbitrage est absente du discours de Fahrid, qui est marqué par la dévalorisation du public au profit du privé qu'entretient sans doute le discours de l'entreprise qu'il vient d'intégrer. En revanche, il évoque le souhait de la mobilisation, tantôt sous la forme directe d'une action collective dans le cas du clivage générationnel (il cite en exemple les manifestations contre le "SMIC-Jeunes"), soit sous la forme d'actions individuelles entreprises au nom du collectif, dans le cas du clivage ethnique : il pense que pour contrecarrer la discrimination à l'embauche, "il faut montrer que l'on est bon", "il faut que les Maghrébins tiennent de plus en plus de commerces."

À l'inverse, la politisation, chez David, passe d'abord par la reconnaissance de l'arbitrage qui incombe à l'État et aux "hommes politiques". Il désigne explicitement l'État comme arbitre et attend même de lui qu'il montre l'exemple. Certes, David envisage une action individuelle pour changer sa situation, mais elle se conjugue sur le mode personnel et ne met pas en jeu une identification collective : "Ils ne m'auront pas [rire]. C'est moi qui les aurai. Un jour, je dirigerai la banque et je me souviendrai." Malgré, la proximité des thèmes qu'ils évoquent, ces deux entretiens dénotent des formes de politisation dif-

Si la politisation s'appuie sur le même levier générationnel et ethnique, elle n'aboutit pas à des configurations identiques.

férentes. On peut penser que le statut d'étudiant de David et son identité juive contrarient en partie sa prise de position dans le clivage générationnel et ethnique qui alimente le processus de politisation. À la fois solidaire des autres jeunes, il exprime aussi un sentiment de supériorité du fait des études qu'il a faites mais aussi du statut de sa famille et, en particulier, de la distinction qu'il opère entre pieds-noirs et immigrés ("Nous, c'est des Français qui sont venus"). Ces tensions se donnent à voir dans son positionnement idéologique et sont confirmées par les formes prises par le processus de politisation, "la foi dans sa capacité à agir individuellement" suggérant l'empreinte d'une structure idéologique de droite.

Conclusion.

Ce texte est provisoire, à plus d'un égard. Notre stratégie de recherche, pour être complète, nécessiterait de bien articuler deux approches, complémentaires, de la politisation : l'une que l'on a, avec Passeron et Grignon, qualifiée de "légitimiste" et qui considère la politisation comme l'usage d'un savoir spécialisé, et l'autre, que les mêmes auteurs désignent comme "populiste", qui consiste plutôt à prendre en compte l'existence de phénomènes de résistance à l'imposition d'une définition par le haut. Cette deuxième démarche suppose d'élaborer des critères qui échappent au subjectivisme²², celui-ci étant par hypothèse soumis à la domination du modèle légitime. Dans notre cas, nos critères nous conduisent à mettre en avant le processus par lequel les acteurs prennent position dans des clivages qui forment la trame de l'allocation des ressources par le système politique. S'agissant des situations de parole que nous étudions, cela suppose des acteurs qu'ils prennent le risque du conflit avec leur(s) interlocuteur(s). À ce stade, nous nous sommes contentées d'évaluer la pertinence de l'outil de repérage de cette dimension de la politisation, mais il reste à préciser ses modalités d'articulation avec la politisation au sens "légitimiste".

De plus, une variable essentielle du dispositif d'analyse est, comme on l'a vu, la situation. Or nous n'avons pour l'instant testé la pertinence de l'ensemble que dans la situation artificielle d'entretiens, recueillis sur un seul terrain, qui plus est très particulier. La suite de la recherche va nous conduire à multiplier les situations²³ puisque tous les cadres d'interaction ne sont pas aussi propices à la politisation (on ne discute certainement pas politique de la même façon dans une association, en famille, à l'école, au bureau,...). L'étude des entretiens nous a conduites à valoriser, peut-être de façon excessive, la montée en conflit. Le souci de s'interroger sur les vertus démocratiques implique aussi d'accorder de la considération aux processus de désamorçage des conflits, à la capacité des acteurs à transiger et moduler l'intensité de leur affiliations et aux ressources qu'ils mobilisent pour ce faire.

Il nous semble néanmoins que les premiers cas fournissent la preuve de la relative autonomie des deux dimensions du processus de politisation. La compétence cognitive, mesurée par la familiarité avec

Pour être complète, notre stratégie de recherche doit aussi prendre en compte l'approche "légitimiste" de la politisation.

22 Pour une approche différente, voir le texte de Daniel Gaxie dans ce numéro.

Le souci de s'interroger sur les vertus démocratiques implique aussi d'accorder de l'attention au processus de désamorçage des conflits

23 Ce que feront les recherches impliquées par le projet "La parole politique comme pratique démocratique" cité plus haut. Céline Braconnier étudiera l'adresse épistolaire au Conseil constitutionnel ; Camille Hamidi, les prises de parole dans le cadre associatif ; Pierre Lefebvre analysera des entretiens de groupe face à l'image télévisuelle ; Sophie Maurer, la politisation dans le cadre familial et scolaire ; Vanessa Scherrer restera dans le cadre d'entretien, sur la construction de l'identité politique.

la scène politique et par la possession de titres scolaires, n'implique pas nécessairement la prise de position dans des clivages. Au contraire, l'observation fine des ressources mobilisées pour ces prises de position témoigne de leur diversité : elles mêlent affects, estime de soi, leur dimension sociale étant très largement l'objet de projections, à la fois vis-à-vis de l'interlocuteur mais aussi de ce que l'acteur imagine avoir été ou pouvoir être.

L'expérience nous semble également valider la pertinence de la grille d'analyse pour ce qui concerne la diversité des formes avérées de politisation. On observe bien deux matrices qui organisent les différents critères retenus : l'une qui combine les critères "reconnaissance d'un responsable", "identification au groupe" et "foi dans la capacité d'action collective", et l'autre qui lie "la naturalisation des clivages", "l'appel à un arbitre" et "l'action individuelle". L'application de ces matrices, historiquement constituées dans le rapport gauche-droite, permet d'ores et déjà d'observer des combinaisons différentes, et notamment le couple associant identification collective et stratégie individuelle. Une autre richesse du dispositif est de pouvoir observer le rapport entre la combinaison observée et le type de clivage évoqué : il faut ainsi pouvoir expliquer pourquoi Fahrid mobilise un modèle de mobilisation collective à propos du clivage générationnel et la combinaison identification collective – stratégie individuelle dans le cas du clivage ethnique.

À terme, qu'attendons-nous de l'utilisation multiple de notre dispositif d'analyse ? L'objectif essentiel est de mieux voir le lien politique, ses formes et ses transformations, et notamment de répondre à certaines des interrogations sur l'individuation du politique. L'observation systématique du positionnement par rapport à la multiplicité des groupes potentiels de référence d'une société donnera les moyens d'évaluer les transformations éventuelles dans le rapport au collectif. En étudiant, parmi cette multiplicité de groupes potentiels, les changements dans les groupes de référence, on pourra mieux saisir les nouvelles identités politiques (ainsi la forte présence du clivage générationnel qui éclipse le plus souvent des clivages traditionnels, comme le clivage ouvrier, dans l'enquête réalisée à la Cité des 4000). Enfin, l'étude des configurations des critères de politisation devrait nous aider à préciser les significations qui favorisent la combinaison, plus ou moins difficile, dans les comportements politiques, du collectif et de l'individuel. En quelques sortes, notre analyse aboutirait à construire la matrice cognitive²⁴ de la participation politique.

L'objectif essentiel est de mieux voir le lien politique, ses formes et ses transformations.

²⁴ Par analogie avec le courant d'analyses impulsé par Pierre Muller. Pour une reformulation récente cf. "Vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue Française de Science Politique*, 2000, vol. 50, n. 2, p. 189-207.